mouvement
écologique

# Vers une société dans laquelle il fait bon vivre

## PROPOSITIONS DU MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE POUR LA PÉRIODE LÉGISLATIVE 2018-2023

Mouvement Écologique 6, rue Vauban L-2663 Luxembourg Tel. 43 90 30-1 www.meco.lu

Kéisecker Info n°10/2018

mouvement écologique

LEIT BRAUCHE VISIOUNEN / VISIOUNE BRAUCHE LEIT

www.meco.lu Tel. 43 90 30-1

# Impressum

élections 2018

**publié par**
**Mouvement Écologique asbl**
Tel. 43 90 30-1 - Fax 43 90 30-43
CCPL: LU16 1111 0392 1729 0000
e-mail: meco@oeko.lu
www.meco.lu
Mouvement Écologique asbl

**Secrétariat**

6, rue Vauban (Pafendall) - Luxembourg

**Gréngen Telefon**

43 90 30-1

**Permanence**

Lundi - jeudi 8-12 à 14-17 heures
Vendredi 8-12 Auer, fermé l'après-midi

Copyright © Mouvement Ecologique asbl
www.meco.lu.

Les propositions détaillées du Mouvement Ecologique sont publiées en allemand. Vous trouvez les mots clés et les pistes d'actions essentielles sur www.meco.lu en français.

**Mai 2018**

*ISBN 978-2-9199477-1-3*

# Vers une société dans laquelle il fait bon vivre:

## 9 pistes d'action du Mouvement Ecologique pour la période législative à venir

---

*Le nombre de personnes qui s'engagent en faveur de nouvelles formes de vie sociale et économique ne cesse de croître, aussi au Luxembourg. Les coopératives et les jardins communautaires poussent pour ainsi dire comme des champignons, le développement des infrastructures dans le domaine des transports publics avance à grands pas, le débat sur la croissance souhaitable est lancé: voilà quelques exemples de signaux positifs qui inspirent courage et qui donnent l'impression que nous avançons bien dans nos efforts de formation d'une société plus durable.*

*Néanmoins: les tendances populistes qui sont nées dans certains pays, les sentiments d'impuissance face à une mondialisation trop poussée, les conséquences néfastes du changement climatique et l'augmentation du nombre de réfugiés climatiques, le déclin de la biodiversité, le gaspillage de ressources épuisables, l'augmentation du stress et des contraintes psychiques sur le lieu de travail ... tous ces phénomènes et bien d'autres encore sont diamétralement opposés aux évolutions positives.*

*Les initiatives positives, ne seraient-elles que des approches timides qui ne changeront guère quelque chose au développement global de notre société? Cette présomption semble malheureusement s'avérer exact.*

*Prenons un exemple démonstratif: le retour du loup peut être considéré comme un symbole important dans le contexte de la protection de la nature, néanmoins, le déclin dramatique de la biodiversité, surtout dans le milieu du paysage culturel, prévaut amplement sur l'évolution des peuplements d'une poignée d'espèces.*

***«Régler quelques vis isolées» au moyen d'initiatives positives est certes indispensable et judicieux afin de montrer le bon exemple et d'indiquer l'existence d'alternatives sociales et économiques. Or, cela change peu de choses (voire même rien) aux engrenages d'une situation qui est hautement problématique et aux causes de cette dernière, qui sont plus profondément enracinées.***

***Il s'avère indispensable de remettre notre modèle socio-économique fondamentalement en question et de nous engager courageusement sur la voie vers un modèle résolument innovateur et de poser ainsi les jalons du futur!***

***Une réforme sociale et écologique fondamentale du système socio-économique s'impose si nous voulons que tous les hommes et femmes de notre société, et du monde entier - des générations d'aujourd'hui et de demain - puissent vivre dans des conditions de vie décentes.***

***Nous avons besoin d'un changement de paradigme, d'un changement radical en termes de valeurs et de conditions-cadre.***

*Certes, la prise de conscience croissante de l'importance de l'économie circulaire doit être saluée. Mais: si la tendance politique continue à suivre à la lettre le dogme de la croissance, les efforts en vue d'une plus grande économie circulaire ne sont que «de la poudre aux yeux» dans le développement global.*

*Depuis des décennies, nous vivons au-dessus de nos moyens et consommons ainsi les ressources naturelles à une vitesse toujours plus accélérée. Ledit «Earth Overshoot Day», c'est-à-dire le jour où la demande en ressources de l'homme dépasse la capacité de notre terre de reproduire ces mêmes ressources naturelles, se rapproche et avance de plus en plus sur le calendrier. Si ce jour se situait encore en novembre il y a 20 ans, il se situe aujourd'hui au début du mois d'août.*

*En termes de produit intérieur brut (BIP) par habitant, le Luxembourg se situe au rang 2 à échelle mondiale; en ce qui concerne le «Human Development Index» des Nations Unies, il occupe le rang 20, et en matière de «Happy Planet Index» le rang 139: une disparité qui devrait nous inciter à réfléchir!*

# 1 Mettons en œuvre un commerce mondial équitable

## *… au lieu de passer des accords commerciaux asociaux et non-écologiques et de faire la « charité » aux pays de l'hémisphère sud*

L'actuelle politique commerciale entraîne des conséquences écologiques et sociales néfastes dans le monde entier. L'exemple d'iniquité majeure est le commerce global pratiqué envers les dits pays en voie de développement, qui sont d'abord «exploités» au moyen de dispositions commerciales injustes, par les pays riches qui se «débarrassent» ensuite d'eux par une sorte de «trafic d'indulgences» en leur faisant «l'aumône». Les grandes multinationales en sortent victorieuses, les sociétés perdantes. Une constatation qui est de plus en plus discernée et remise en question.

**En tant que Mouvement Ecologique, nous nous engageons pour que:**

- l'équité de répartition, les objectifs sociaux et écologiques soient les fondements du commerce mondial et pour que la globalisation soit mise au service de l'homme;
- le pouvoir extrême et la concentration des multinationales soient brisés et davantage soumis à des contrôles démocratiques;
- le renforcement des marchés régionaux devienne, dans la mesure du possible, une priorité primant sur toute tendance de mondialisation (notamment dans le domaine de la production alimentaire);
- les accords commerciaux soient faits dans le sens d'un réel partenariat entre les pays du nord et les pays du sud.

**Du prochain gouvernement, nous attendons qu'il**

- s'engage – au niveau européen et dans les organismes à échelle mondiale - en faveur des principes d'une **réorganisation du commerce mondial**;
- se prononce clairement – **au sein de la Chambre des Députés - CONTRE la protection des investisseurs - très controversée - qui est ancrée dans l'accord de libre-échange CETA** passé entre l'UE et le Canada;
- revendique – au niveau de l'UE – la **révision de tous les accords et partenariats conclus à ce jour**, ainsi qu'une réorientation des accords de libre-échange qui font l'objet des discussions actuelles, dans le sens d'une reformulation basée sur des critères démocratiques, sociaux et écologiques;
- favorise la **transformation fondamentale des systèmes financiers et commerciaux** suivant les principes sociaux et écologiques.

# 2 Mettons un «modèle économique luxembourgeois» résolument durable sur les rails ...

## *... au lieu de nous acharner à poursuivre le leurre d'une croissance «verte»*

Le dogme d'une croissance économique continue mènera inéluctablement dans une impasse: le Luxembourg figure parmi les plus grands gaspilleurs au monde en ce qui concerne les émissions polluantes et la consommation de ressources. Au moyen de processus de production optimisés – suivant la seule philosophie de Rifkin – l'économie luxembourgeoise ne pourra pas se muer en une économie vraiment «durable». Aussi du point de vue social, l'actuel modèle risque de ne pas être porteur d'avenir ... puisqu'il continue (sous la pression d'une productivité croissante) dans le rythme de la performance et de ses conséquences.

**En tant que Mouvement Ecologique, nous nous engageons pour que**

- la croissance économique ne soit pas une finalité en soi et pour que le bien-être de l'homme et la préservation de nos bases vitales naturelles soient au centre de l'élaboration de la politique;
- une réorientation fondamentale de notre modèle économique soit réalisée: une réorientation qui prend en compte la viabilité de nos ressources naturelles, qui promeut les circuits économiques régionaux et qui met un terme à la pression croissante d'une constante hausse de productivité (qui s'exerce aussi aux dépens des salariés);
- une structure économique soit adoptée, qui privilégie davantage les relations entre les hommes, l'utilisation partagée des choses et plus généralement, les modèles innovateurs de bien-être commun.

**Du prochain gouvernement, nous attendons qu'il**

- mène un **débat structuré, basé sur les faits, avec tous les acteurs** - et dans la mesure du possible également **en faisant participer le public – sur la refonte de notre modèle économique**, tout en tenant compte du développement de la Grande Région;
- **promeuve de manière conséquente une économie au service du bien-être de tous**, ainsi que la création des conditions-cadre adaptées (notamment pour la dite « sharing economy », l'agriculture solidaire, etc.);
- **encourage de manière ciblée la valeur ajoutée régionale et les circuits régionaux**, notamment dans le secteur agricole, à des fins de valorisation de la matière première qu'est le bois, etc.;
- s'engage à réaliser cette mesure cruciale qu'est la **réforme fiscale durable**, et à défendre le principe de la **vérité des coûts/prix** (p.ex. dans le secteur de la production alimentaire) en ce qu'il représente un instrument décisif pour un modèle économique porteur d'avenir;
- prenne des initiatives en vue de transformer le système économique: **suppression de subsides contre-productifs**, analyse sur les **alternatives de financement du modèle social**, réalisation d'analyses coûts-bénéfices pour la société en présence de projets d'envergure, **rédaction de critères compréhensibles du point de vue du développement durable** pour la prospection économique, octroi d'aides étatiques, respectivement mise à disposition de terrains (appartenant à l'Etat) aux entreprises;
- mène un réel débat sur la nature des **conditions-cadre politiques et sociales qui s'imposent pour accompagner le processus de digitalisation**; mots-clés: **protection** des données, prévention de distorsions sociales, orientation vers l'intérêt général, répartition équitable, etc.;
- **retravaille la législation en place** afin de soumettre l'attribution des autorisations d'exploitation (au moyen de la meilleure technologie possible) à la contrainte d'analyser les conséquences sur l'environnement global;
- introduise un **contrôle de durabilité pour toutes les décisions politiques majeures** afin de garantir - du moins en partie - que les décisions soient prises en tenant compte du long terme.

# 3 L'équité sociale, un environnement de vie agréable et le bien-être commun: des objectifs prioritaires ...

## *... par opposition à l'exclusion sociale croissante, la pression à la consommation et le stress au travail*

De plus en plus de personnes remettent l'actuel modèle social en question, parce que ce modèle ne tient pas suffisamment compte des facteurs équité sociale, qualité de vie et bien-être. Trop d'hommes et de femmes se laissent - plus ou moins consciemment - guider par la consommation, l'accroissement de performance, un matérialisme sans bornes ... Le fossé se creuse entre riches et pauvres – malgré une croissance économique continue.

Le résultat en est que nous vivons dans une société qui ne satisfait pas assez les réels besoins de l'homme. Plusieurs conséquences négatives se font ressentir: manque de temps, stress quotidien, pressions psychologiques, burn out. La jeune génération doit saisir la chance de transformer le modèle social, voire même de former une «nouvelle» société où il fait mieux vivre.

**En tant que Mouvement Ecologique, nous nous engageons pour que**

- le bien-être de tous devienne l'objectif premier tant sur le plan social que politique ... et non pas un matérialisme sans fin;
- la vie en société, l'échange et la cohésion sociale, la promotion des contacts humains, le principe d'une «vie sereine et satisfaisante», le retour aux vraies valeurs et à la dimension humaine redeviennent les fondements de notre communauté de valeurs;
- nos villes et villages redeviennent des lieux vivables, adaptés aux besoins des citoyen/nes;
- les décisions de politique environnementale ainsi que notre système de santé n'aient plus comme unique but de réduire les pollutions et les maladies, mais qu'ils visent plutôt le bien-être de tous.

**Du prochain gouvernement, nous attendons qu'il**

- établisse, ensemble avec une large partie de la population, une dite **«stratégie de suffisance»**, c.àd. qu'il réfléchisse avec les citoyen/nes comment vivre «une bonne vie» à l'avenir – tant au niveau communautaire qu'individuel – tout en consommant moins;
- retransforme nos **villes, villages et zones récréatives en des espaces agréables à vivre**, au moyen: d'une planification harmonieuse e.a. des nouveaux quartiers, espaces routiers et places publiques comme lieux attractifs et sûrs, notamment pour nos enfants, qui encouragent de nouvelles formes de vie commune; de la création conséquente d'espaces verts aussi en zone urbaine; de la promotion franche d'un nouvel esprit communautaire; de la «sharing economy» et de nouvelles formes d'habitation (communautés de maîtres d'ouvrage, maisons intergénérationnelles...).
- **renforce les liens entre les politiques de l'environnement et de la santé** et qu'il considère le droit des hommes au calme (protection contre le bruit) et à l'obscurité (prévention de la pollution lumineuse), à un air propre et à une bonne qualité de l'eau (etc.) comme étant des éléments prioritaires dans le contexte de la promotion de la santé humaine.

## 4 Saisissons les chances que nous offre la protection du climat et relevons les défis qu'elle nous lance ...

***... plutôt que de considérer la politique énergétique et climatique durable comme une contrainte, ou de banaliser les dangers des changements climatiques***

Parmi l'ensemble des changements que nous vivons, le changement climatique est le développement qui s'avère le plus néfaste pour les écosystèmes ainsi que pour l'existence de millions d'hommes et de femmes sur terre. Malgré l'organisation d'un nombre important de sommets politiques et en dépit de maints accords signés, la communauté mondiale risque de rater son objectif qui vise à limiter le réchauffement climatique à 2 degrés (alors qu'une limitation du réchauffement de la planète à 1,5 degré s'imposerait!).

C'est la raison pour laquelle il est indispensable de réformer fondamentalement notre modèle socio-économique. Cette réforme donnera naissance à d'importantes chances sociales, culturelles et économiques en vue d'un avenir tourné davantage vers le développement durable.

**En tant que Mouvement Ecologique, nous nous engageons pour que**

- les engagements pris dans le cadre des accords de Paris (faire des efforts afin de limiter le réchauffement planétaire bien en-dessous de 2 degrés) soient honorés;
- le Luxembourg endosse pleinement ses responsabilités globales: à échelle nationale, tant la réduction des émissions de $CO_2$ et le renforcement de l'efficacité énergétique, que l'augmentation des parts d'énergies renouvelables dans le mix énergétique doivent être des objectifs qu'il échait de réaliser prioritairement;
- la communauté soit sensibilisée au fait qu'une réelle protection du climat, digne de ce nom, ne peut pas être réalisée au moyen des seules mesures techniques, mais que cette réalisation présuppose également la mise en place de modèles économiques et de vie résolument innovateurs.

**Du prochain gouvernement, nous attendons qu'il**

- **rédige et adopte une loi nationale sur la protection du climat**, renfermant des objectifs de réduction contraignants dans les différents domaines (transports, industrie, agriculture, logement) et portant création d'un cadre réglementaire adapté;
- **introduise une taxe sur le $CO_2$** à l'instar d'autres pays étrangers (Danemark, Suède, France, ...);
- **encourage des initiatives concrètes dans le cadre de la protection du climat**: allant du NON définitif au tourisme à la pompe et de la promotion d'alternatives au moteur à combustion jusqu'à l'abandon d'investir les deniers publics dans des fonds irrespectueux du climat et de l'environnement, en passant par la réduction conséquente de la consommation globale en énergie.

## 5 Préservons le milieu naturel en tant que fondement de la qualité de vie pour les générations futures ...

***... au lieu de considérer la protection de la nature comme obstacle aux projets infrastructurels et de continuer à détruire nos milieux de vie naturels***

Une variété riche en espèces et en habitats, un paysage culturel intact, des sols fertiles, une eau pure de bonne qualité ... ce sont non seulement des éléments indispensables au bien-être de l'homme, ce sont tout simplement les bases de l'existence des générations futures. Et pourtant, la surexploitation de ces bases si vitales pour l'homme poursuit son cours. Ceci au motif de contraintes inévitables, comme le développement indispensable des infrastructures et logements, de la croissance économique et d'une exploitation agricole intensifiée. Un profond changement de mentalités s'avère incontournable si nous voulons vraiment préserver les bases vitales de nos enfants.

**En tant que Mouvement Ecologique, nous nous engageons pour que**

- l'importance d'un environnement naturel agréable à vivre et d'une protection conséquente de nos sources et cours d'eau redevienne un objectif majeur de notre société;
- la protection des espaces naturels et la préservation d'un paysage culturel varié soient les principales priorités politiques.

**Du prochain gouvernement, nous attendons qu'il**

- **garantisse la prise en compte des impacts sur la nature lors de chaque processus de décision politique**, ce notamment par l'introduction d'un contrôle automatique de la durabilité des décisions politiques;
- **fixe des dispositions contraignantes en matière d'aménagement du territoire**, e.a. en ce qui concerne la réduction de la consommation des sols et la prévention d'un mitage des paysages;
- **lance un débat public sur les actuels conflits d'intérêts et les potentielles solutions** (e.a. ce qui touche aux points de tension «développement urbain vs. protection de la nature« ou encore «agriculture vs. protection de la nature et de l'environnement»);
- introduise un **pacte sur la biodiversité** entre l'Etat et les communes – selon l'exemple du pacte climat;
- **réoriente fondamentalement sa politique agricole** dans le sens de nouvelles formes de production plus durables et biologiques.
- .

# 6 Encourageons une agriculture à vocation régionale privilégiant les PME - dans le respect de la nature, de l'environnement et de la protection des animaux ...

***... au lieu de subir la pression du marché mondial et de tolérer une exploitation effreiné des ressources naturelles et le mépris du bien-être des animaux***

L'actuelle politique agricole - principalement dirigée par le marché global – est non seulement menée aux dépens de nos bases de vie fondamentales, mais elle exerce également une pression croissante sur l'agriculteur. Ce dernier se retrouve pris entre, d'un côté, les demandes de prix bas des marchés mondiaux, et de l'autre côté, les exigences d'une production alimentaire de haute qualité et du respect du bien-être des animaux ainsi que des contraintes de la protection de la nature et de l'environnement.

Fait est que l'actuelle politique agricole est largement responsable pour le déclin des espèces et des habitats, ou encore de la pollution des sols et des eaux etc.,

Dès lors, un changement radical de cette politique agricole s'impose, pour que les intérêts des agriculteurs, des consommateurs et de la société en général, puissent redevenir prioritaires.

**En tant que Mouvement Ecologique, nous nous engageons pour que**

- le Luxembourg défende - à échelle européenne et dans le cadre de traités internationaux – les intérêts d'une agriculture régionale privilégiant les exploitations de taille moyenne;
- les consommateurs et les producteurs puissent rétablir des liens et pour que la société moderne puisse mieux saisir l'importance et le rôle joué par l'agriculture;
- notre pays poursuive un modèle de politique agricole qui vise à satisfaire les exigences du développement durable dans tous les domaines et qui mise avant toute chose sur une forte régionalisation.

**Du prochain gouvernement, nous attendons qu'il**

- s'engage de manière conséquente - dans le cadre de la **future réforme au niveau de l'UE - en vue d'une réorientation fondamentale** de la politique agricole européenne, qui plaide ouvertement en faveur d'une agriculture durable au niveau régional;
- exploite les marges de manoeuvre nationales (élargies davantage par cette réforme) en vue de **renforcer les contraintes d'obtention de subventions selon des critères stricts de protection de la nature, des sols, des eaux et des animaux**;
- **soutienne prioritairement l'agriculture biologique, «liée au sol»**, c.àd. une agriculture libérée (largement) des importations de fourrages et des chaînes de transformation, en vue d'une valorisation renforcée de la production agricole indigène ;
- **encourage le débat public en matière de production alimentaire et d'habitudes de consommation;**
- prenne des dispositions concrètes pour garantir une **large protection des animaux** dans le cadre de l'élevage de bétail;
- **convoque une table ronde en vue de la conception d'un modèle de politique agricole respectivement de plan d'action, réunissant l'ensemble des acteurs concernés**, afin d'unir les intérêts des consommateurs à ceux des producteurs, et dans le but de susciter une plus forte autonomie respectivement la création d'une valeur ajoutée économique dans le cadre de la production/transformation alimentaire.

## 7 Créons des logements décents et abordables pour tous ...

### *... au lieu de rester en proie à la pénurie de logements et à la primauté de la propriété privée*

Depuis des années déjà, la pénurie des logements est considérée par tous les partis politiques comme étant LA problématique nationale et LE défi politique absolu, et pourtant, une nette amélioration de cette situation ne se fait aucunement sentir en pratique. Les solutions aux problèmes décisifs – comme p.ex. l'importance accordée à la propriété privée par rapport à l'intérêt général, la mobilisation insuffisante de terrains constructibles, les potentiels efforts pour éviter le mitage des paysages (surtout ruraux), l'intégration de nouveaux lotissements dans les localités existantes, etc. – font toujours défaut.

**En tant que Mouvement Ecologique, nous nous engageons pour que**

- au-delà du principe de la propriété privée, le droit au logement soit davantage mis au centre de l'action;
- les pouvoirs publics (Etat et communes) endossent un rôle plus actif dans le sens d'une politique plus offensive en matière de logement;
- des formes de logement/lotissement plus sociales, plus durables et économiques en superficie (quartiers «verts», mixité sociale, formes de logements/constructions qui satisfont aux besoins des différentes couches de la population) et des modèles de logements innovateurs (coopératives, communautés de maîtres d'ouvrage) soient promues.

**Du prochain gouvernement, nous attendons qu'il**

- ancre le **droit au logement dans la Constitution**, tout comme **la primauté de l'intérêt collectif par rapport à l'intérêt privé**, suivant des critères clairs et limités;
- **crée des sociétés de logement publiques au niveau national ou régional** afin de mener une politique de logement active et qu'il mette à disposition les moyens financiers nécessités;
- **crée des incitations fiscales** et qu'il étende, respectivement qu'il mette pleinement à profit le droit de préemption à des fins de mobilisation des terres constructibles et des logements non habités;
- **prenne en compte les dispositions existantes en matière d'aménagement du territoire dans le cadre du développement des logements/lotissements au niveau communal** (e.a. localités prioritaires, privilégier le développement à l'intérieur des localités);
- **encourage très activement des formes et modèles innovateurs en termes d'habitations et d'agglomérations**.

## 8 Une mobilité à la mesure de l'homme: retenons la mobilité douce et les transports publics comme priorités absolues ...

### *... au lieu de «miser sur plusieurs chevaux en même temps»*

L'organisation de la mobilité est à de nombreux égards caractéristique de notre qualité de vie: embouteillages, bus et trains surchargés, mauvaises correspondances, nuisances sonores croissantes dues au trafic croissant et espaces routiers peu attrayants au sein des localités marquent notre quotidien. Un véritable saut quantitatif (et qualitatif) n'est réalisable qu'à la condition d'abandonner cette politique de «double voie» prônée par certains politiciens qui cèdent à l'illusion qu'il est possible de développer parallèlement et le trafic routier (routes, voitures individuelles...) et le transport public/la mobilité douce.

**En tant que Mouvement Ecologique, nous nous engageons pour que**

- les espaces publics de nos quartiers et villages (rues, places) redeviennent des espaces de vie pour les gens qui y habitent, plutôt que de rester soumis aux contraintes imposées par le transport individuel;

un modèle soit conçu qui serve d'exemple à la mobilité de demain, et qui développe une mobilité «active» et un transport public attractif incitant de plus en plus de citoyen/nes à s'en servir comme moyen de locomotion quotidien.

**Du prochain gouvernement, nous attendons qu'il**

- **investisse, avec une priorité absolue, tous les moyens financiers dans le développement continu de la mobilité active et des transports publics**, et qu'il arrête tous les projets de contournements et de construction de routes importants qui sont actuellement en projet;
- **fasse participer la Grande Région**, de manière coordonnée, au développement d'une stratégie commune de mobilité durable, avec le but déclaré d'optimiser le modal split de manière décisive;
- concilie le **droit fondamental des citoyens à la mobilité**, un droit qui leur permet de choisir d'organiser leur mobilité et leur vie sans avoir recours à la voiture privée;
- favorise un **développement urbain** dans nos communes, qui (aussi en présence de PAP) s'oriente - bien plus que dans le passé - suivant les aspects de la mobilité et qui est en concordance avec les objectifs de l'aménagement du territoire;
- encourage activement le **réaménagement des places publiques et des espaces routiers** dans le cadre d'un plan pluriannuel;
- supporte la réalisation **d'idées innovatrices** - comme le car-sharing ou les concepts de mobilité spécialement adaptés aux entreprises – qui contribuent à **réduire le transport individuel motorisé**.

# 9 Mettons en valeur l'apport de la société civile pour la construction d'une société durable ...

## *... au lieu de rester inactifs face à la désaffection croissante vis-à-vis d'une politique «d'en haut»*

Une modification profonde de notre modèle socio-culturel présuppose un changement fondamental de mentalité, ce qui requiert le consentement des hommes et des femmes qui composent notre société. Des objectifs comme p. ex. la réduction des émissions de $CO_2$ ne peuvent pas uniquement être atteints au moyen de mesures d'efficacité, mais nécessitent également l'adoption d'un autre mode de vie et d'un autre comportement de consommation.

En même temps, nous pressentons une augmentation d'une certaine désaffectation à l'égard de la politique respectivement d'un sentiment d'impuissance de l'individu face aux développements politiques et économiques, ainsi qu'un renforcement des déséquilibres sociaux.

LE défi que nous devons relever consiste à susciter un échange entre toutes les couches de la population, dans l'intérêt de la cohésion sociale, et une acceptation des processus décisionnels (en partie difficiles), ceci afin de conférer une base aussi large que possible au développement social. Et surtout: nous devons réussir à mettre à profit le potentiel véhiculé par les nombreux citoyen/nes pour l'élaboration de la politique, à promouvoir de la sorte les liens entre les hommes, et à permettre à tous les citoyen/nes de toutes les générations qui vivent au Luxembourg de participer à la conception politique.

Un rôle-clé revient dans ce contexte à l'éducation (citoyenne), tant au niveau scolaire qu'extrascolaire et informel.

**En tant que Mouvement Ecologique, nous nous engageons pour que**

- au-delà d'une transmission fondamentale des connaissances, davantage de (jeunes) gens puissent développer des valeurs et s'engager, tous ensemble, pour le bien de la société;
- une politique d'inclusion soit menée au niveau de la participation, de la culture, de l'éducation et de l'information, qui vise ouvertement à s'adresser et à faire participer toutes les couches de la population;
- l'éducation citoyenne (et surtout l'éducation au développement durable) soit ancrée dans le cursus scolaire;
- le principe de la participation dans le cadre de la formation d'opinions et de décisions - et cela à tous les niveaux, resp. dans tous les domaines décisionnels - soit davantage respecté par les responsables politiques;
- la Chambre des Députés soit organisée et structurée de manière à ce que les politiciens puissent assumer pleinement les mandats qui leur ont été confiés par les électeurs luxembourgeois.

**Du prochain gouvernement, nous attendons qu'il**

- se **prononce ouvertement en faveur d'une large participation citoyenne**, dans le sens d'une **société citoyenne**;
- crée des **libertés** dans le sens d'une ouverture de l'école (notamment dans le cadre des programmes scolaires) à la société et aux défis de nos temps;
- **développe une large culture de la participation** au niveau communal et national, ainsi que des formes participatives de développement scolaire;
- **revalorise le mandat de député** dans le sens de ne plus tolérer de mandat double (échevin/député) à l'avenir, ou encore toute autre occupation rémunérée; le mandat de député doit devenir un job à plein temps ;
- **améliore substantiellement le fonctionnement de la Chambre des Députés**, notamment en employant un plus grand nombre d'employés spécialisés pour le traitement des différents sujets et dossiers politiques. C'est le seul moyen pour que la Chambre puisse satisfaire à son rôle et à ses missions;
- garantisse pleinement les droits à l'information des citoyen/nes, en dictant le respect d'une politique d'information offensive (par l'Etat) et en accordant des droits étendus (aux citoyen/nes) dans le sens du «freedom of information act»;
- introduise l'**initiative populaire**;
- développe une **stratégie de promotion du bénévolat** et qu'il **introduise le congé associatif** en guise de renforcement de l'engagement bénévole.